

Emploi : les secteurs qui vont souffrir

La récession va s'installer en 2013, fragilisant encore davantage les maillons les plus faibles de l'économie.

C'était [le 24 février 2012, en pleine campagne pour la présidentielle](#). François Hollande juché sur une camionnette promettait de sauver Florange tandis que le président sortant, [Nicolas Sarkozy, allait chez Petroplus à Petit-Couronne](#). En janvier 2013, la France des hauts-fourneaux, raffineries et usines est toujours promise à la casse. Les mauvaises nouvelles continuent de tomber dru après un cortège de plans sociaux (PSA, Sanofi, Doux, Fralib, Rio Tinto...) l'an dernier. Samedi, [François Hollande rencontrait les 470 salariés de Petroplus](#), plus que jamais menacés de perdre leur emploi. Dommage collatéral du mois, [Virgin, l'enseigne de biens culturels aux 27 magasins et 1.200 salariés](#), vient d'annoncer son intention de déposer le bilan.

Les prévisionnistes sont formels : avant d'aller mieux, l'économie va s'enfoncer dans la récession. Ils estiment que 65.000 entreprises pourraient jeter l'éponge en 2013, en cas de croissance nulle. [Le cap des 3 millions de chômeurs](#) a été franchi à l'automne et 350.000 demandeurs d'emploi supplémentaires pourraient arriver chez Pôle Emploi. Trésoreries à sec, rentabilité en baisse, marges en chute libre : autant de facteurs accreditant un scénario encore très noir. "Le matelas de dettes de beaucoup d'entreprise s'est encore épaissi. Depuis l'été, nous traitons de plus en plus de dossiers de surendettement qui risquent d'aboutir à des défaillances et à des destructions d'emplois", analyse Guilhem Brémond, l'avocat spécialisé dans les retournements d'entreprises, à la manoeuvre sur les dossiers Doux et Néosécurité. Mais tous les secteurs ne sont pas égaux devant la crise. Tour d'horizon des écosystèmes les plus menacés.

La distribution non alimentaire : modèle en panne

Le maillon le plus faible vient de lâcher et il s'appelle Virgin ; 1.200 emplois sont dans la balance. La moitié pourraient disparaître à l'issue d'une restructuration. "Un CE extraordinaire se tiendra lundi, nous avons demandé à rencontrer les ministres du Redressement productif et du Travail et nous ferons un débrayage mercredi devant le magasin amiral des Champs-Élysées. Pour certains d'entre nous, c'est un coup de massue", réagit Frédéric Lebissonais, délégué du personnel CGT et membre du CE. La massue plane sur l'ensemble du secteur de la distribution spécialisée dans les biens culturels et les produits électroménagers. D'autres chaînes comme Darty ou la Fnac voient leur marché se dérober sous les coups de boutoir d'acteurs du Net tels Amazon et les Apple Stores. Surtout, en moins de dix ans, les biens culturels (vidéo, musique, livre...) se sont dématérialisés et les prix des articles électroniques effondrés.

Constructeurs auto et sous-traitants en dépression

À l'usine de pneumatiques Goodyear d'Amiens-Nord, la tension est montée d'un cran vendredi suite au préavis de grève déposé par la CGT. Le syndicat a fait annuler plusieurs fois le plan social prévu par la direction et cadenassé l'accès à l'usine. La "dépression" e la planète

auto qui occupe 9% de la population active dans l'Hexagone n'est pas terminée. Le mois de mars sera aussi à marquer d'une pierre noire pour PSA. Le constructeur aura bouclé les négociations portant sur 8.000 suppressions d'emplois en France et la fermeture de l'usine d'Aulnay. Mais pour la marque au lion comme pour Renault, la très mauvaise nouvelle de l'année viendra des ventes réalisées en France, leur premier marché. Or, celles-ci vont continuer à se replier entre 5 et 10%, selon les experts. Pour ne rien arranger, le duo a accentué les délocalisations. 29,9% de leurs véhicules sont aujourd'hui fabriqués en France contre 40% en 2007. De quoi mettre sous pression tout leur écosystème, les sous-traitants. Principal donneur d'ordres de la filière, l'industrie automobile est l'acteur dominant d'un réseau de plus de 30.000 entreprises, employant près de 600.000 personnes. L'année risque d'être particulièrement difficile pour les deux régions phares de l'automobile, l'Île-de-France et le Nord- Pas-de-Calais.

Les ex-fleurons tricolores : pas assez rentables

Ils raffinent du brut, fabriquent des bobines d'acier ou produisent de l'aluminium. Ils s'appellent Petroplus, Florange ou Rio Tinto. Menacés de fermeture par les multinationales qui les contrôlent, ils sont devenus le symbole national de la lutte contre la casse de l'industrie française. Ils ont marqué 2012 et restent potentiellement explosifs. [La défense du site de Florange du groupe ArcelorMittal](#) a vu deux ministres s'affronter pour sauver 629 emplois. La menace de fermeture du site de Rio Tinto à Saint-Jean-de-Maurienne (600 salariés) s'annonce comme la prochaine grande bataille du ministre du Redressement productif. Faut-il sauver à tout prix les hauts-fourneaux de Moselle, la filière française de l'aluminium ou les raffineries du pays, des fleurons mal armés pour survivre au test de compétitivité de leurs nouveaux propriétaires?

Les labos et les BTP?: quand l'économie ne va pas

L'industrie pharmaceutique marche sur des oeufs, 2013 s'annonce comme une année noire. En cause les deux milliards d'euros d'économies imposés par les autorités françaises pour réduire le coût de la santé. Les fabricants de médicaments doivent aussi affronter la concurrence des génériques. Du coup, les labos dégraissent. À ce jour, 30 plans sociaux sont en cours avec au premier rang le très médiatique PSE de Sanofi (900 suppressions de postes). Même coup de frein douloureux dans le BTP. En cinq ans, les travaux publics ont perdu 20.000 emplois. La Fédération nationale des travaux publics mise sur la destruction de 5.000 emplois cette année.

Bruna Basini - Le Journal du Dimanche

dimanche 06 janvier 2013

Paru dans leJDD